



Pour l'accueil des Migrants, Pour une Europe Solidaire !

Le nombre total des entrées de migrant.e.s en Europe ne représente que 0,24 % de ses 508,2 millions d'habitant.e.s. Et les 2 millions de réfugié.e.s représentent 0,40 % de sa population. La manipulation des chiffres fait que le nombre des arrivées est systématiquement perçu comme trop élevé par rapport à une situation supposée normale qui serait fixée à zéro. **Refusons la dramatisation des migrations, mettons en avant ce qu'elles apportent de positif.**

L'Union Européenne a décidé une libre circulation des personnes, des marchandises et des services dans les accords de Schengen : seules les frontières extérieures sont sécurisées.

Or on assiste aujourd'hui à une remise en place des frontières nationales dans de nombreux pays, en particulier en France, pour empêcher les hommes et les femmes migrant.e.s de circuler. La première des exigences est la démilitarisation des frontières intérieures comme entre l'Italie et la France.

La criminalisation de la solidarité avec les migrants doit cesser. La condam-

nation à de la prison ferme des manifestants de Briançon est scandaleuse.

Le droit de quitter son pays est inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. L'ouverture des frontières reconnaît la légitimité de toute migration, et le droit à la mobilité de chacun.e.

Plus on ouvre les frontières, moins les gens s'installent : or aujourd'hui on les ferme à cause d'une phase sécuritaire. «On ferme, on enferme !».

La migration, sous quelques formes qu'elle soit, (à cause des guerres, du climat ou économique) est une réalité. En fermant nous facilitons les trafics d'humains et nous enrichissons les passeurs.

Nous dénonçons les accords avec les pays tiers et Frontex qui font de la Méditerranée un cimetière et des geôles libyennes un enfer. Le coût du contrôle aux frontières et de la politique du retour est colossal (au moins 15 milliards dépensés pour baricader les frontières depuis 2000) et la Commission veut l'augmenter jusqu'en 2027 : proposons d'utiliser cet argent pour faire autre chose.



@ensemble.frontdegauche



contact@ensemble-fdg.org



@Ensemble_FdG



Nous exigeons l'application de :

Droit à la vie avec des moyens adéquats pour le sauvetage en mer et en montagne.

Droit d'asile sur la base du respect de la Convention de Genève : dépôt des demandes sur le sol de l'UE et notamment dans les pays où les demandeur.s.e.s ont des attaches, de la famille ou encore dont ils/elles parlent la langue,

Droit de l'enfant dans le stricte respect de la Convention internationale des droits de l'enfant notamment pour le regroupement familial et les mineur.e.s isolé.e.s

Droit à l'éducation y compris pour les jeunes majeur.e.s

Droit à la santé pour ceux qui ne peuvent pas se faire soigner dans leur pays ou qui ont commencé des soins sur nos territoires

Droit au travail et notamment signature et mise en œuvre de la Convention Internationale sur les droits des travailleur.s.e.s migrant.e.s et de leur famille signée par une cinquantaine d'États, tous du sud ! (Aucun membre de l'UE ne l'a signée car cette convention stipule notamment que toutes/tous les migrant.e.s ont des droits quels que soient leur statut).

Les condamnations des solidaires de Briançon ne sont que le début d'une longue série de procès à Gap (2 en janvier, 1 en mars). Comme dans la Roya ils visent à décourager les militants et à les épuiser. Le refus de pavillon à l'Aquarius a le même objectif.

Nous continuerons à nous battre pour qu'aucun de ces exilés ne perde la vie dans les montagnes ou en Méditerranée. Nous continuerons à mener la bataille juridique : nous les obligerons à respecter le droit pénal qui prescrit de secourir les personnes en danger, les droits constitutionnels comme le droit à manifester et le principe de la fraternité, les droits des conventions internationales comme celui de se déplacer, d'obtenir le droit d'asile ou d'être recueilli si on est mineur. Nous continuerons à exiger que la police des frontières se comporte légalement. Nous continuerons à exiger que ces exilés soient accueillis dignement.